

Quelles solutions pour le droit d'auteur à l'ère d'Internet ?

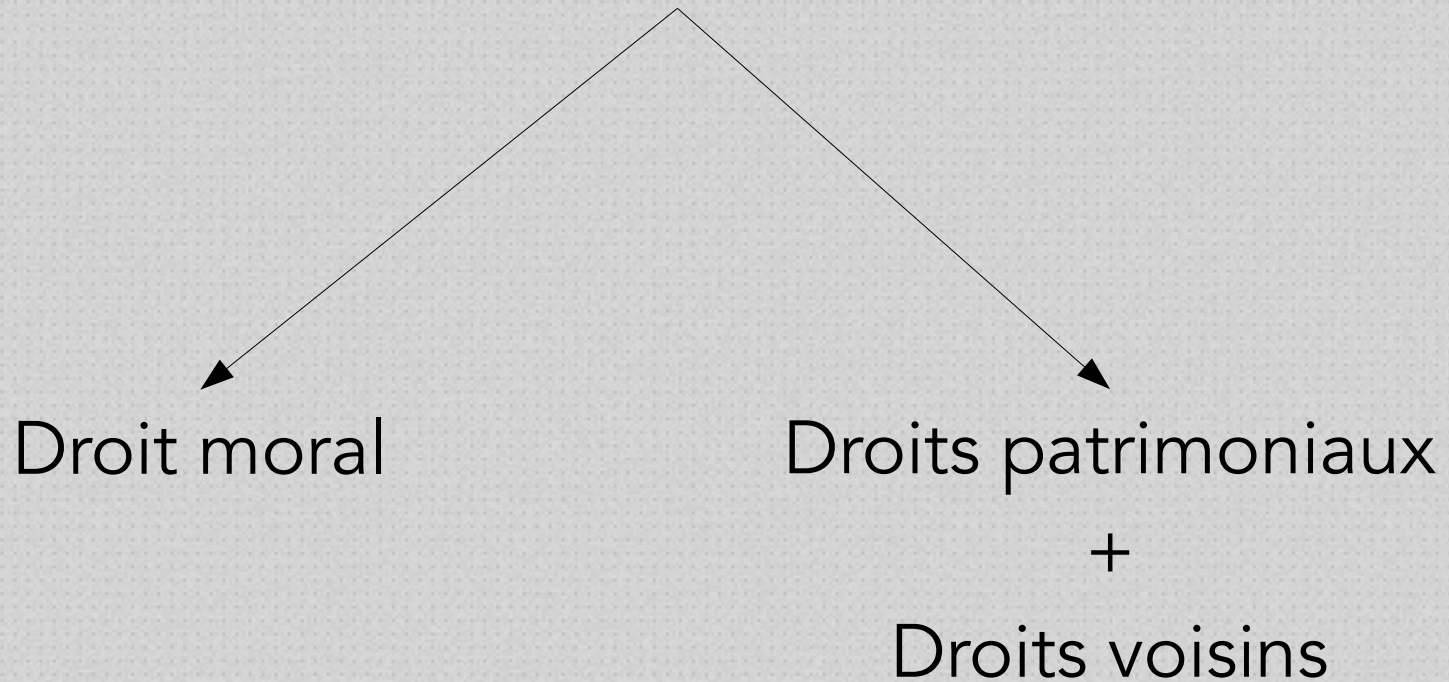
Projet Personnel en Humanités
Merlin Nimier-David – Mai 2014

Plan

1. Le droit d'auteur et ses fondements
2. Organisation de l'industrie musicale
3. Tentatives de régulation
4. Pistes alternatives de résolution

1. Le droit d'auteur et ses fondements

Droit d'auteur



Défini précisément dans le Droit français

Droit moral

- Lié au créateur
- Sans limite de durée
- Paternité de l'œuvre
 - Autorité sur les modifications et usages

Droits patrimoniaux

- Droit d'exploitation économique
- Peut être cédé ou vendu
 - Choix d'une licence d'exploitation
- Limité dans le temps à 70 ans après la mort de l'auteur

Droits voisins (1985)

- Rémunération sur les diffusions
- Partagée entre les acteurs
- Collecte effectuée par des sociétés de gestion des droits d'auteur
 - Exemple : SACEM

Nature de l'œuvre



Œuvre de l'esprit

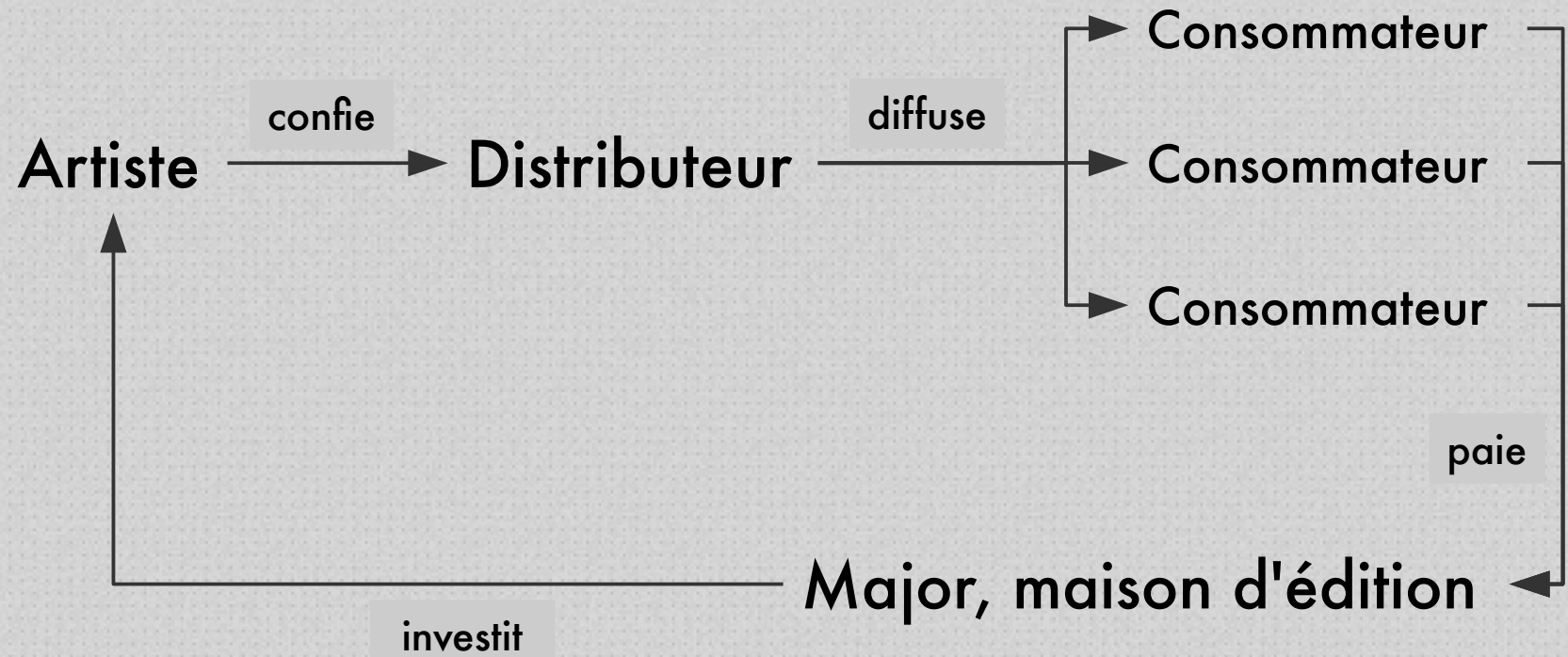
- Bien non-rival
- Bien non-excluable
- « Bien public »
- Coûts fixes de création

Exemplaires de l'œuvre

- Bien rival
- Bien excluable
- Peut être vendu
- Coûts marginaux (copie, diffusion, communication)

2. Organisation de l'industrie musicale

Vue simplifiée



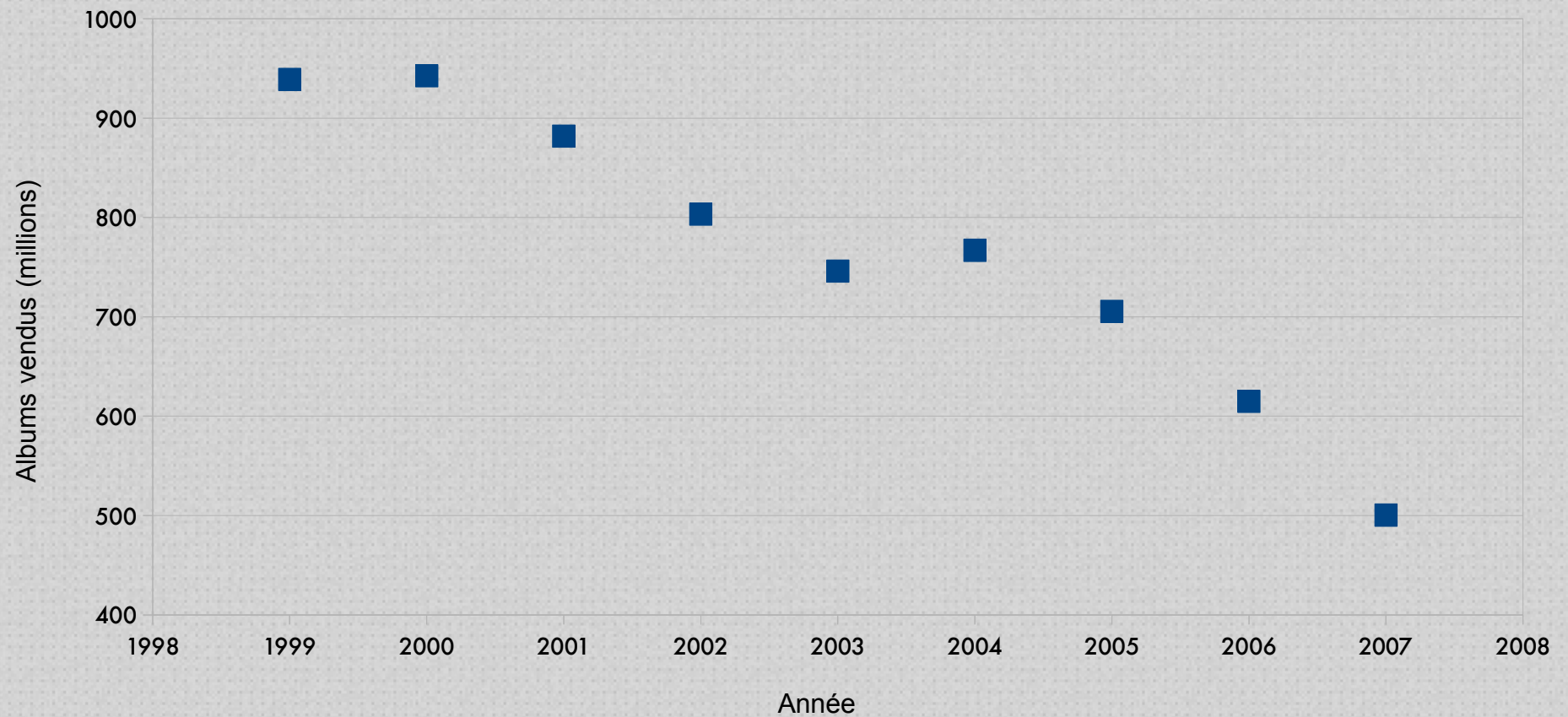
Rôle des majors

- Prise en charge des coûts fixes : investissement
- Réduction des coûts marginaux par effet d'échelle

Crise du disque

Le déclin des ventes d'album dans le monde

Source : IFPI



Ventes numériques

Mais...



Support numérique

- Possède les propriétés d'un « bien public »
 - Non-rival
 - Non-excluable
- Coûts marginaux négligeables

→ Comment le traiter ?

Réaction

- Baisse des revenus
 - Repli vers les « valeurs sûres »
 - Potentiellement au détriment de l'originalité
- Danger pour la diversité culturelle

3. Tentatives de régulation

Verrous numériques

- Transpose les limitations des objets physiques aux fichiers vendus
- Transformer un exemplaire numérique (bien public) en un bien de consommation rival
- Permet de revenir aux méthodes et pratiques maîtrisées
- Paradoxe : la consommation légale est moins facile et avantageuse que le piratage

Loi HADOPI

- Surveillance des téléchargements *peer-to-peer*
- Riposte graduée
- Amende et jusqu'à un an de coupure d'accès à Internet
- Bilan très mitigé
 - Une seule condamnation, non appliquée
- Rôle pédagogique

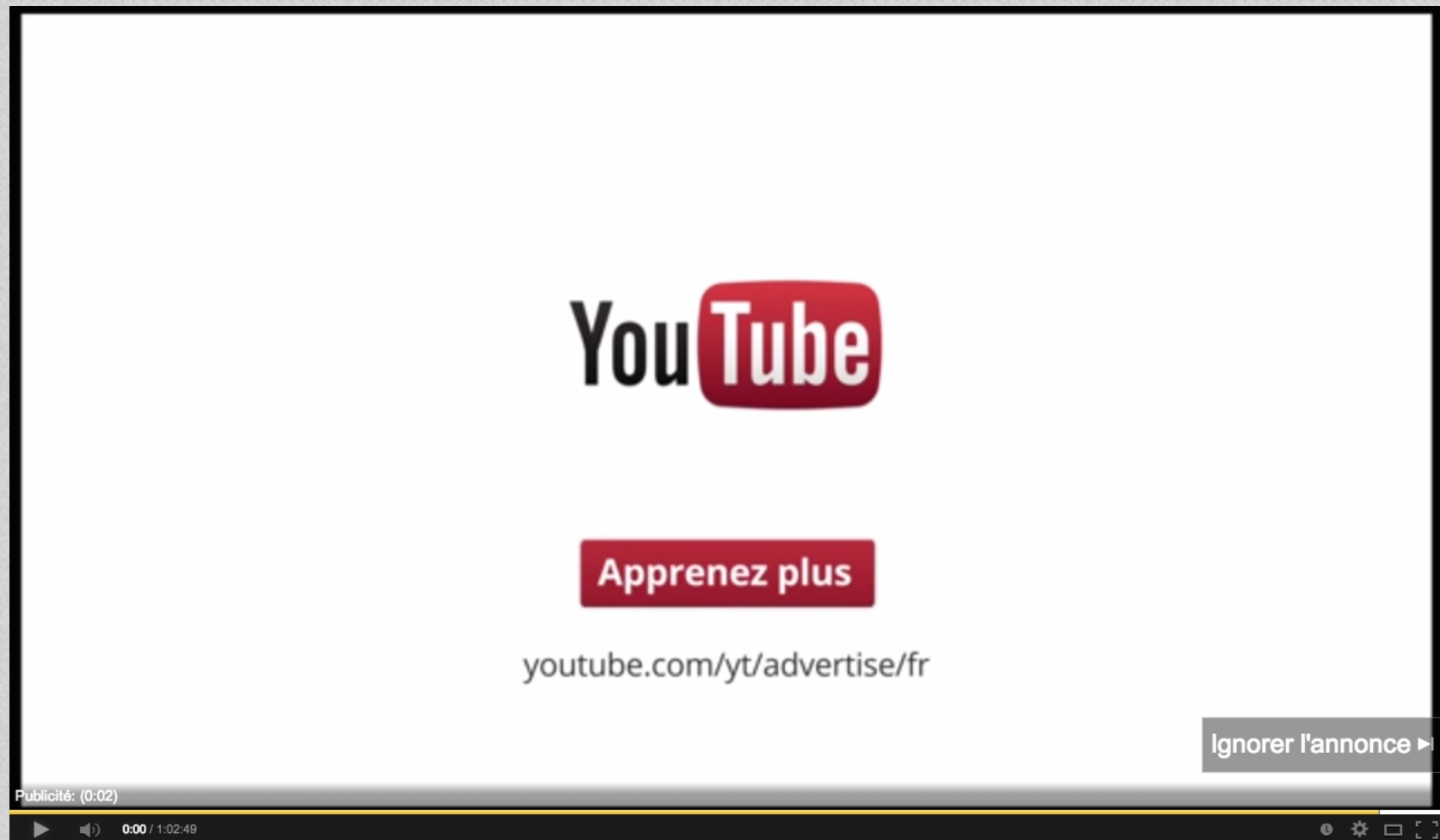
Avis personnel

- Le blocage technique est inutile
 - Souvent contourné avant même la mise en œuvre
 - On peut compter sur l'ingéniosité des internautes
- Un blocage efficace irait nécessairement à l'encontre de la vie privée
 - Exemple : *deep packet inspection*
- Le processus législatif n'est pas fait pour fonctionner à la vitesse d'Internet

4. Pistes alternatives de résolution

Entrer dans la compétition

Gratuité soutenue par la publicité



Streaming musical

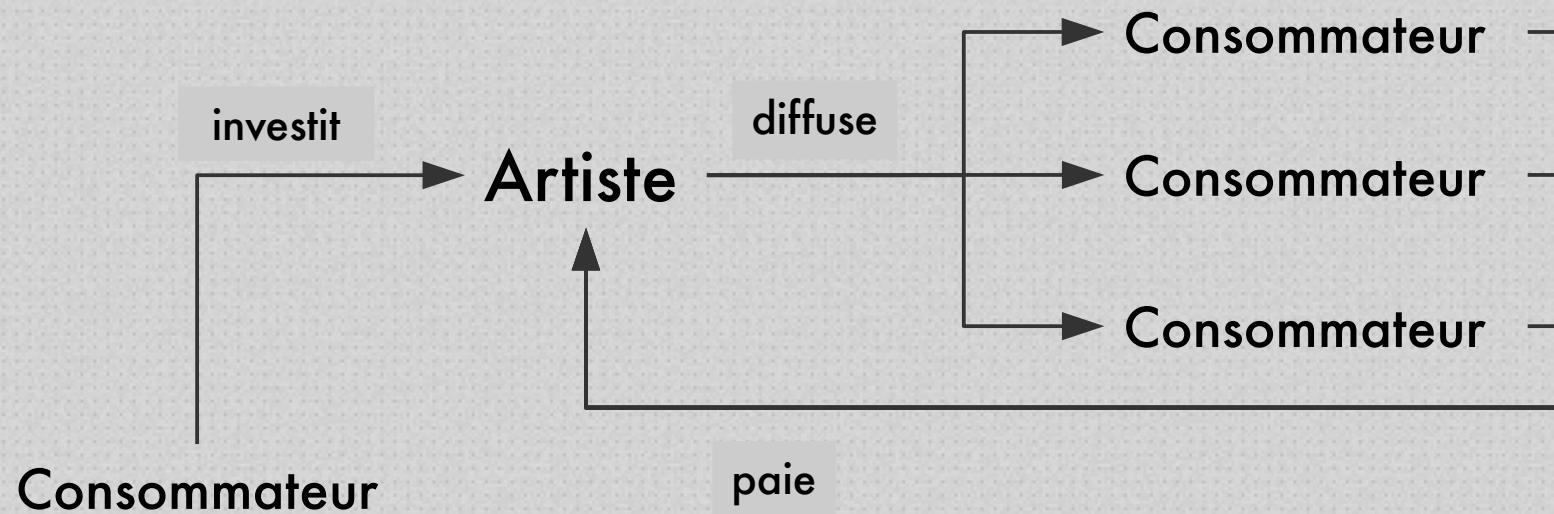
- Offre un confort similaire à celui du piratage
- Plus de notion de possession, mais seulement accès (adapté à la nature des fichiers)
- Popularité croissante
- Mais à condition d'avoir accès au catalogue des majors

Modifier l'organisation de l'industrie musicale

Supprimer les intermédiaires

- Remplacer les distributeurs
 - Distribution directe
- Remplacer les majors
 - Financement participatif
- Public directement impliqué
 - Mène à une perception différente des œuvres

Supprimer les intermédiaires



Impliquer l'État

Le rôle de l'État

- « L'exception culturelle française »
- Aide à la création
 - Exemple : Centre National du Cinéma
- Prix unique du livre
- Quotas de diffusion

Licence globale

- Extension des droits voisins
- Initialement prévue dans la loi DADVSI (2006)
- Distribution via une société de gestion des droits d'auteur sur la base du nombre de consultations
- Modes de financement envisagés
 - Taxe sur les publicités
 - Taxe sur les fournisseurs d'accès Internet

Limites

- Comment garantir une mesure fiable du trafic pour une œuvre ?
- Est-ce que l'on peut encore se permettre de réfléchir à un niveau national à l'ère d'Internet ?
- Nombreux autres points de débat

Conclusion

- La définition traditionnelle du droit d'auteur s'adapte mal au support numérique
- Tenter de revenir au cadre maîtrisé (DRM)
- Développement d'offres légales compétitives
- Réflexions en cours sur un mode de financement global public

Questions